

Décision n° 2011-1224
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 20 octobre 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la société Mobisud
(numéros de la forme 07 AB PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Mobisud (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 06-2988 en date du 14 novembre 2006) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2009-0406 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 mai 2009 relative à l'ouverture de la tranche de numéros commençant par 07 ;

Vu la demande au nom de la société Mobisud en date du 16 septembre 2011, reçue le 30 septembre 2011, sollicitant l'attribution de 100 000 numéros de la forme 07 AB PQ MC DU ;

Après en avoir délibéré le 20 octobre 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Les numéros de la forme 07 50 1Q MC DU sont attribués, jusqu'au 20 octobre 2031, à la société Mobisud (Siren : 429 439 151) pour la fourniture au public de ses services de téléphonie mobile.

Article 2 - La société Mobisud acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Mobisud adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Mobisud.

Fait à Paris, le 20 octobre 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI